

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

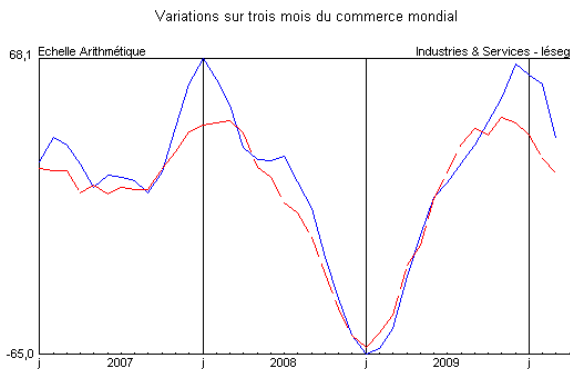
I&S Industries
& Services

Numéro 028

Achévé de rédiger le 21 juin 2010

MONDE : Les deux hémisphères

La croissance mondiale reste principalement tirée par les **économies asiatiques**. Les deux géants démographiques, la **Chine** et l'**Inde**, font la course en tête mais d'autres pays de la zone affichent d'excellents résultats. À **Taiwan**, la production manufacturière, qui s'était effondrée de -43% pendant la crise, a rejoint ses pics antérieurs tandis qu'en **Corée**, elle est désormais supérieure de +8% à son niveau d'il y a un an. Dans ce contexte, les tensions inflationnistes s'intensifient, en particulier dans le secteur de l'immobilier. Enfin, au **Japon**, le PIB s'est accru de +1,2% au début 2010 après +1% fin 2009, soutenu par la vigueur de ses exportations.



Source : Banque Mondiale, en % au taux annuel. En **bleu** : pays en développement, en **rouge**, pays à revenus élevés.

Au **Brésil**, l'activité est proche de la surchauffe, de sorte que les autorités adoptent une politique monétaire plus restrictive. En **Russie**, la progression de l'activité est plus modeste mais le gonflement des cours des matières premières constitue un soutien précieux pour ses exportations, qui se sont redressées de plus de +60% en valeur au cours des douze derniers mois. Selon la **Banque Mondiale**, le PIB mondial devrait progresser entre +2,9% et +3,3% en 2010 et 2011, s'accroître davantage de +3,5% en 2012, après la régression de -2,1% observée en 2009. Les économies en développement devraient enregistrer un taux de croissance compris entre +5,7% et +6,2% chaque année, de 2010 à 2012. Mais les

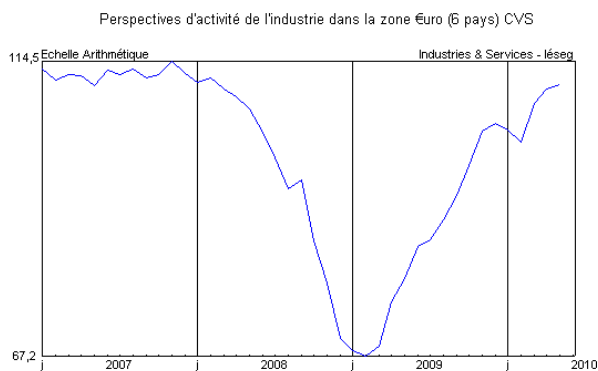
pays à revenu élevé ne devraient progresser que de +2,1% à +2,3% en 2010 — ce qui ne permet pas de compenser la contraction de -3,3% enregistrée en 2009 — et de +1,9% à +2,4% en 2011.

Aux **États-Unis**, toutes les composantes de la demande participent désormais à la croissance. Celle-ci est à présent estimée pouvoir s'établir, selon les perspectives économiques de l'OCDE, à +3,2% en 2010 et en 2011. En mai, l'augmentation de la production industrielle est demeurée sur une pente de l'ordre de +5% l'an. Malgré quelques obstacles, la reprise devient auto-entretenue. La consommation des ménages continue de progresser en liaison avec le redressement de l'emploi, la baisse du taux de chômage (revenu à 9,7% en mai) et, corrélativement, un sentiment croissant de confiance, qui entraîne un fléchissement du taux d'épargne. Les investissements des entreprises retrouvent un second souffle. Les commandes de biens d'équipement ont ainsi regagné la moitié du terrain perdu lors de la crise. Cette inflexion a été permise par une amélioration spectaculaire des marges d'exploitation des sociétés américaines, proches de leur sommet historique, en particulier dans le secteur financier. Mais ce n'est pas avant 2011 que leur croissance deviendra significative. Les exportations bénéficient de la faiblesse passée du dollar. Au cours des prochains trimestres, l'activité devrait rester dynamique, comme le suggèrent les enquêtes auprès des directeurs d'achat. Le freinage de la progression des salaires, ramenée à moins de +2%, et les importants gains de productivité ont permis un vif ralentissement de l'inflation sous-jacente, tombée à +1,2% (la croissance des prix à la consommation s'établissant à +2,2%). Le resserrement de la politique monétaire n'est donc pas d'actualité, d'autant que les efforts de redressement des finances publiques sont désormais la priorité de la politique économique. Cependant, le déficit des administrations, passé de 2,7% du PIB en 2007 à 6,4% en 2008 puis à 11% en 2009, ne sera probablement réduit qu'à 9% en 2011.

EUROPE : L'Allemagne montre l'exemple

En **Europe**, la dégradation sensible des comptes publics a obligé de nombreux pays à prendre des mesures d'austérité, à l'image de l'Espagne, particulièrement surveillée par les marchés. Selon la Commission européenne, le déficit public espagnol devrait en effet approcher 10% cette année et 9% en 2011 après avoir atteint 11,2% en 2009. La défiance des marchés envers les finances publiques de nombreux pays, la difficile coordination des autorités européennes et nationales, la chute de l'euro et, en fin de période, l'adoption générale de plans de rigueur ont relégué au second plan l'analyse de l'activité européenne.

La parité de l'euro, passée au-dessous de 1,20 \$ les 7 et 8 juin derniers et revenue depuis entre 1,23 et 1,24 \$, devient donc plus favorable aux exportateurs mais traduit d'abord la faiblesse des perspectives d'activité dans les économies de la zone : les perspectives publiées fin mai par l'OCDE font état d'un taux de croissance prévu du PIB pour la **zone euro** qui ne devrait pas dépasser +1,2% en 2010, contre +3,2% aux États-Unis et +3% au Japon, plombé par la poursuite de la récession en Grèce, en Espagne et en Irlande.



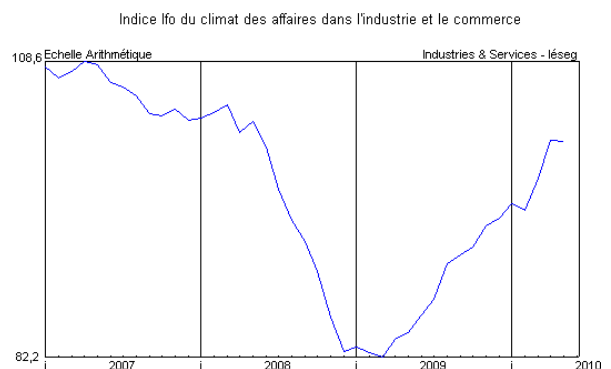
source : Insee et Eurostat

Cependant, les informations conjoncturelles sont plutôt encourageantes. Les enquêtes des offices nationaux de statistiques et des directeurs d'achat montrent un redressement du **climat des affaires**, qui devrait assurer au deuxième trimestre une croissance du PIB sensiblement supérieure aux +0,2% relevés pendant les trois premiers mois de 2010. Certes, l'indice du sentiment économique européen, qui était revenu sur sa moyenne de long terme en avril, s'est contracté en mai, mais on notera que le moral des industriels a continué de s'améliorer.

La reprise européenne repose pour l'essentiel sur deux moteurs d'ailleurs liés, la fin du **déstockage** et le redressement des **exportations**. La reprise technique était inévitable à l'issue du déstockage massif opéré pendant la crise. Les industriels européens jugent en effet leurs stocks beaucoup moins élevés. À travers de forts aléas, les comptes

nationaux confirment la réduction du déstockage ou une légère augmentation des stocks. Via le rebond des immatriculations d'automobiles consécutif aux mesures incitatives adoptées par de nombreux pays, la **consommation privée** a participé à ce mouvement. Mais, actuellement, c'est l'orientation nettement ascendante des exportations (+14% en valeur pour les ventes à l'extérieur de la zone et les quatre premiers mois de 2010) qui conforte la reprise technique.

L'**inflation** est demeurée contenue à +1,6%, sur douze mois, en mai, contre +1,5% en avril. Sur l'ensemble de l'année, elle ne devrait pas dépasser +1,4% en 2010.



source : Institut für Wirtschaftsforschung

En **Allemagne**, le gouvernement a adopté le 7 juin un plan pluriannuel de réduction du déficit public, afin que celui-ci soit ramené à 3% du PIB en 2013 et qui a surpris par son ampleur. Par rapport au budget 2010, des économies sont programmées à hauteur de 11,2 milliards d'euros en 2011, de 19,1 milliards en 2012 et de 24,7 milliards en 2013. Cette orientation restrictive exprime un souci d'exemplarité pour les autres nations européennes, confrontées à des déséquilibres plus massifs. Elle fait le pari de ne pas menacer la montée en puissance de la reprise.

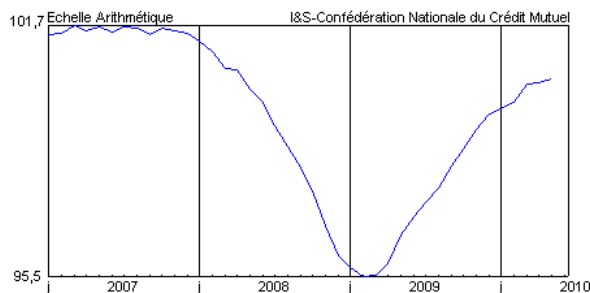
Les dernières enquêtes auprès des chefs d'entreprise témoignent en effet d'une accélération de la croissance de l'activité au deuxième trimestre. L'indice Ifo, qui avait touché un minimum à 82,2 en mars 2009, se redresse nettement, atteignant 101,5 en mai. Il se rapproche de ses maxima antérieurs d'environ 106,6 observés au cours du premier semestre 2007. La remontée est particulièrement sensible dans le secteur manufacturier où les entreprises sont confortées par la dépréciation de l'euro et le dynamisme de la demande mondiale. Les exportations douanières se sont ainsi raffermies de plus de +20% entre le printemps 2009 et mars 2010, soutenues par les ventes vers l'Asie qui représentent désormais 15,7% du total contre 12% jusqu'à la fin 2008.

FRANCE : Une reprise en "racine carrée"

Comme dans la plupart des économies européennes, la reprise française s'opère à un rythme modéré, soutenue par la fin du déstockage et la ranimation des échanges internationaux. De ce fait, les niveaux d'activité demeurent encore nettement inférieurs aux points hauts du début de 2008. Le volume du **PIB** n'a en effet progressé que de +0,1% au premier trimestre 2010 après +0,5% fin 2009 et +0,3% pendant l'été dernier. Il demeure inférieur de -2,8% à son niveau d'il y a deux ans.

La **consommation des ménages** s'est stabilisée en début d'exercice, pénalisée par la chute de -7,4% des dépenses en automobiles, liée à la modération de la prime à la casse au 1er janvier. En contrepoint, les achats de services restent bien orientés (+0,4%) et ceux en énergie (+2,9%) ont été favorisés par la rigueur de l'hiver. Les **investissements en logements** continuent de diminuer, de sorte qu'ils sont inférieurs de près de -15% à leur niveau de la fin 2007.

Indicateur avancé - écart au trend



source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Le **climat des affaires**, mesuré par l'Insee, est ressorti à l'indice 96 en mai comme en avril. Ce résultat recouvre une remontée d'un point de l'indice synthétique dans l'industrie (97) et le bâtiment (93). Dans le premier secteur, les carnets de commandes sont un peu moins dégradés et le niveau des stocks se redresse sous l'effet de la nette progression observée pour les biens d'équipement et les autres matériels de transport (aéronautique). Néanmoins, les stocks restent encore inférieurs de huit points à leur norme de long terme. Le climat des affaires se maintient à 98 dans les services mais passe de 105 à 103 dans le commerce de détail, en raison de l'orientation moins favorable de la demande.

La baisse des **investissements** des entreprises non financières est ressortie à -0,9% au début 2010 contre une moyenne de -3,2% par trimestre fin 2008-début 2009. Ils représentent désormais 10,8% du PIB contre un point haut de 12%, mais se situent encore nettement au-dessus de leur moyenne historique, évaluée à un peu plus de 10%. Les industriels interrogés par l'Insee envisagent un rebond de +6% (en valeur) de leurs

investissements cette année après un effondrement de -23% en 2009, grâce aux biens intermédiaires et aux biens d'équipement, secteurs qui avaient connu la plus forte correction. L'accentuation du **déstockage**, tendance que ne reflètent pas les enquêtes de conjoncture, est surtout observée pour les biens d'équipement, le repli des stocks dans les autres industries (biens intermédiaires et automobile) continuant à se modérer.

Indicateurs synthétiques dans l'industrie, le bâtiment et les services

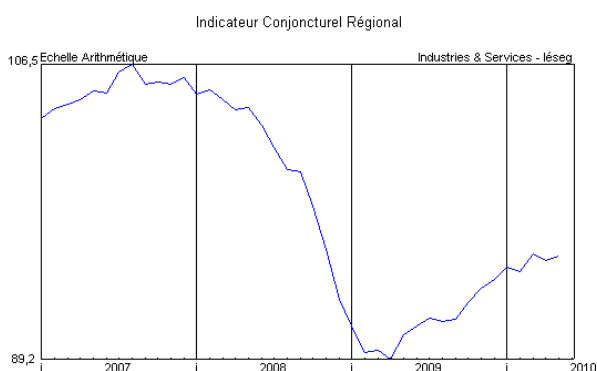


source : Insee – En bleu : industrie, en rouge : bâtiment, en vert : services

Le rapport sur la "**situation des finances publiques**" présenté le 20 mai lors de la conférence sur le déficit aura probablement à terme un impact plus important que les nombreux travaux antérieurs sur le même sujet. En effet, cette fois le contexte financier mondial impose à la France comme à ses partenaires européens de dégager des résultats effectifs de redressement des finances publiques. L'étude souligne d'abord quelques évidences que "*les périodes de haute conjoncture n'ont pu être utilisées, en France, pour réduire sérieusement les déficits publics comme d'autres nations ont su le faire*" et que la dérive des finances publiques s'est accélérée avec la crise financière. Le message le plus important figure probablement dans la quatrième partie intitulée "*l'absence d'ajustement des finances publiques compromettrait nos perspectives de croissance*". L'ampleur de l'enjeu pour la décennie à venir est mise en lumière par le niveau de dette publique en 2020 en l'absence d'ajustement budgétaire. Trois scénarios macroéconomiques ont été envisagés à cette occasion : croissance de +2,6% l'an (dans l'hypothèse où le terrain perdu pendant la crise est intégralement comblé en 10 ans) ; croissance de +2,0% ; croissance de +1,5%. Dans le premier cas, la dette approcherait 110% du PIB en 2020 contre 83,2% en 2010. Elle serait de l'ordre de 125% dans le second et de 140% dans le troisième. Par rapport à ces scénarios de référence, l'effort budgétaire (économies nouvelles sur les dépenses ou prélèvements obligatoires supplémentaires), à dégager chaque année d'ici à 2020 serait respectivement de l'ordre de 0,3 point, 0,7 point et 1 point.

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 21 juin, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de mai a poursuivi sa pause du mois précédent. L'activité industrielle ne s'améliore plus et les perspectives des chefs d'entreprise sont plus hésitantes en ce qui concerne les prévisions qu'ils formulent car la remontée de leurs carnets de commandes a atteint un palier. La consommation des ménages s'est encore affaiblie tandis que le sous-indicateur de l'emploi a marqué une pause dans son amélioration.



Source : Industries & Services - léseg

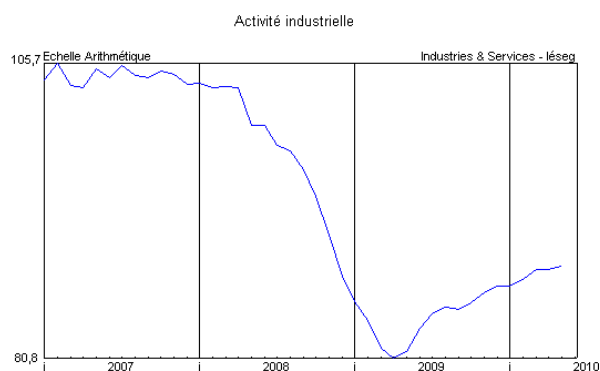
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production s'est stabilisée en mai, mieux orientée dans la transformation de la viande que dans les secteurs laitiers et de la transformation du poisson. Les plans de charge y sont généralement jugés corrects mais insuffisants dans les autres secteurs. Dans l'ensemble, les stocks sont conformes à la normale. Cependant, les prévisions pour les prochains mois ne sont guère optimistes.

Biens intermédiaires : La croissance de l'activité s'est modérée et les carnets de commandes ont cessé de progresser. Les stocks de produits finis ont été maintenus à l'équilibre. Les pronostics tablent sur un maintien des cadences de fabrication pour les prochains mois. De nombreux secteurs ont continué d'enregistrer une hausse de leurs productions : verre et matériaux de construction, papiers et cartons, principalement, et dans une moindre mesure, chimie de base, parachimie, sidérurgie et première transformation de l'acier et textile. La transformation des matières plastiques a marqué une pause en raison de la baisse de la demande. Un léger tassement est intervenu dans le travail des métaux et l'industrie des composants électriques et électroniques tandis qu'une dégradation marquée, mais semble-t-il temporaire,

a caractérisé le segment de la fabrication de produits métalliques.

Biens d'équipement professionnel : La production a encore plafonné à un niveau comparable à celui d'avril. Si les carnets de commande et les stocks de produits finis restent toujours jugés conformes à la normale, les situations individuelles demeurent contrastées : les plans de charge sont toujours très confortables dans la construction ferroviaire mais largement déséquilibrés dans l'industrie des équipements mécaniques et la demande a régressé dans la fabrication des équipements électriques et électroniques. Dans son ensemble, l'activité devait assez peu évoluer à court terme.



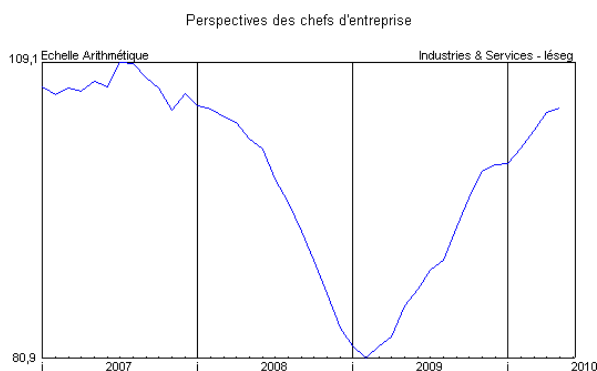
Source : Industries & Services - léseg

Industrie automobile : La production a continué de faiblir au cours du mois écoulé. Si la baisse est devenue moins accusée chez les constructeurs, elle s'est, en revanche, accentuée chez les équipementiers assembleurs. Dans les deux compartiments, les carnets de commandes se sont encore dégradés et le maintien des stocks à la normale entraîne un impact presque immédiat de la demande sur les cadences de fabrication. Les prévisions à court terme tablent cependant sur une modération du repli chez les assembleurs et une hausse modérée chez les équipementiers dans la perspective des fermetures estivales.

Biens de consommation : L'activité s'est très légèrement accélérée par rapport aux mois précédents, soutenue par la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" et la fabrication de biens d'équipement du foyer qui a enregistré un rebond inespéré et éphémère. En revanche, l'imprimerie s'est inscrite en retrait particulièrement net en lien avec une forte baisse des entrées de commandes. Les prévisions sont globalement orientées à la baisse.

Construction : Selon les statistiques du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer relatives au secteur de la

construction ([Sit@del2](#)), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont encore affiché des évolutions positives en avril, à un an d'intervalle : +49,8% dans le Nord-Pas de Calais et +30,7% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées pour la période mai 2009-avril 2010 respectivement de +2,7% et de -7,5%. Les mises en chantier ont également présenté des variations favorables, avec +11,2% et +24,5%, quoique les données cumulées soient encore restées fortement négatives, soit -12,8% et -13,2% respectivement. L'évolution mensuelle régionale de la construction neuve non résidentielle s'est avérée également très positive avec +70,1% pour les superficies autorisées et +81,5% pour les mises en chantier (contre, respectivement +19,8% et -1,4% en France métropolitaine). Les données exprimées en année mobile (mai 2009-avril 2010) sont demeurées défavorables, avec, pour la région, -7,2% pour les permis et -41,6% pour les mises en chantier (contre -13,7% et -24,4% en France métropolitaine).



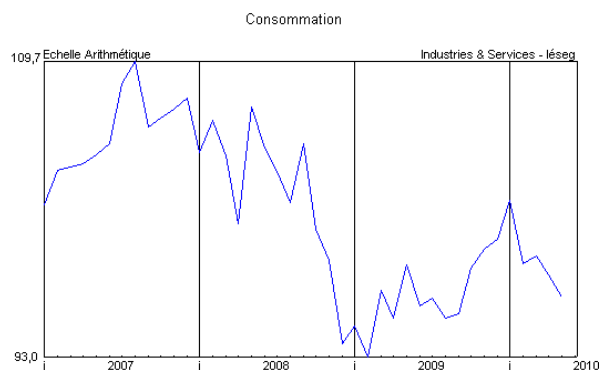
Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : L'activité a poursuivi sa progression de façon relativement régulière. Le secteur de l'intérim bénéficie d'une demande soutenue même si les prestataires envisagent à présent une modération. Celui du nettoyage s'inscrit également à la hausse, avec stabilisation des effectifs. L'ingénierie informatique reste très optimiste, tandis que l'ingénierie technique et les sociétés de conseil en affaires et en gestion estiment que la vague favorable actuelle pourrait ne pas se prolonger. En contraste, la stagnation a encore prévalu pour les agences de publicité où le redressement espéré se fait attendre.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a encore légèrement fléchi en raison des immatriculations d'automobiles neuves. Dans le commerce de détail, le volume des achats a légèrement progressé dans son ensemble. L'électronique grand public, dopé par un bond des achats de téléviseurs en vue de la Coupe du Monde de football et dans une moindre mesure le rayon des meubles ont été pratiquement les seuls

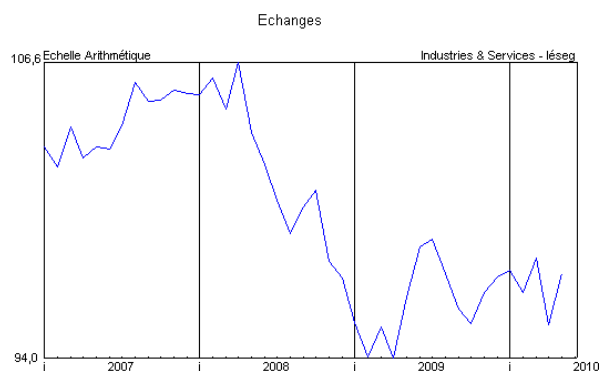
soutiens de cette évolution. La météo défavorable du mois a été en effet préjudiciable aux compartiments du textile-habillement, des chaussures, de la quincaillerie et du bricolage, tandis que les transactions restaient inchangées pour les appareils électroménagers, la librairie-papeterie et l'horlogerie-bijouterie. Le chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a encore pâti de la mévente avec -6% en volume à un an d'intervalle, soit -8,3% pour le seul rayon textile-habillement. Sur un mois, les variations ont été, respectivement, de -0,8% et de -4,3%.



Source : Industries & Services - léség

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a de nouveau baissé en mai, avec -17% à un an d'intervalle. Le volume des vracs liquides, s'est encore réduit de -75%. Celui des vracs solides a, en revanche, augmenté de +43% grâce, principalement, aux vracs solides. Les "marchandises diverses", désormais la seule composante du trafic (62% des volumes pour le mois sous revue) qui participe à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont régressé d'environ -11%, dont -10% pour le trafic roulier et -13% pour les conteneurs (en TEU).



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à mai (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont

encore légèrement progressé en mai à un an d'intervalle alors que les évolutions d'un mois sur l'autre sont à peine significatives. Les professionnels, interrogés dans l'enquête de conjoncture du secrétariat régional de la Banque de France portant sur ce même mois, confirment cette pause et espèrent au moins la poursuite de la stabilisation. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs ont très légèrement baissé à un an d'intervalle alors que celles des **véhicules industriels** ont encore modéré la leur.

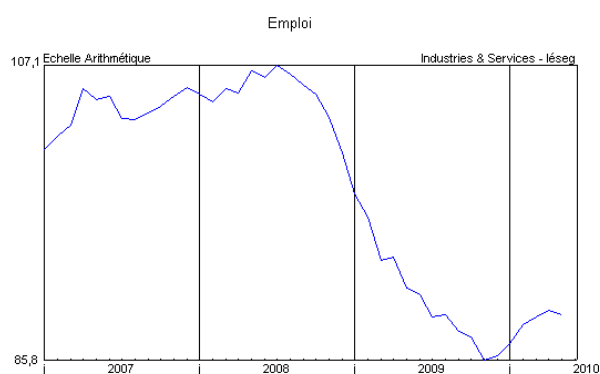
En raison de problèmes techniques, les statistiques relatives au **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin pour le mois de mai n'étaient pas disponibles au moment d'achever la rédaction de ce document. Sans nul doute, toutefois, l'aléa d'avril, attribuable à la fermeture de l'espace aérien en Europe a pu être compensé.

EMPLOI

En avril, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,7% par rapport à mars pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +6,8% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,6% et +7,8%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,6%, contre +0,9% en France et de +8,4% contre +10,5% par rapport à avril 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +9,1% (+12,1% dans le pays) et celui des femmes de +7,6% (+8,9%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +0,8% (contre +4,2%) et elle a été de +24,8% (contre +31,3%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits

depuis un an et plus. Le taux de chômage régional estimé pour le premier trimestre 2010 s'est établi à 12,9% (13% au quatrième trimestre 2009) contre 9,5% en France métropolitaine (inchangé).

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont encore baissé de -21,4% sur un an (contre -33,9% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a reculé de -3,9% contre de -3,8% en France métropolitaine. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes s'accroissait de +8,3% contre +8,9% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a augmenté à un an d'intervalle de +17%, contre +17,8% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +21,2% contre +27,9% pour les offres durables (plus de 6 mois), +10,1% contre +15,3% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +30,2% contre -0,5% pour les emplois occasionnels.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>